

L'arnaque de la déradicalisation : la structure servait au gouvernement à faire croire qu'il agissait

écrit par Diogene le païen | 7 septembre 2016



En Seine-Saint-Denis, l'arnaque de la déradicalisation

Un ex-employé de la Maison de la prévention et de la famille, un temps encensée par le ministère de l'Intérieur, raconte dans un livre l'envers du décor.

Le site officiel du gouvernement contre le terrorisme, les réseaux djihadistes et l'embrigadement djihadiste (Photo d'illustration)© MaxPPP/ Julio PELAEZ

Que cachait vraiment la Maison de la prévention et de la famille pilotée par la militante Sonia Imloul ?

Au printemps 2014, alors que des dizaines de jeunes rejoignent la Syrie, Sonia Imloul ouvre une structure en Seine-Saint-Denis, avec l'appui du ministère de l'Intérieur. Objectif : offrir un soutien aux familles dont les enfants sont partis faire le djihad et mettre en oeuvre quelques techniques de désendoctrinement des jeunes en voie de radicalisation.

Dans un livre intitulé *Cellule de déradicalisation. Chronique d'une désillusion*, aux éditions Michalon, Julien Revial, un ex-employé de la structure, raconte son

expérience. Qui ne s'avère pas très reluisante... Selon L'Express, qui a lu l'ouvrage, Sonia Imloul se présente tantôt en juriste, tantôt en psychologue, tantôt en policière. Alors que la structure vient d'ouvrir et qu'elle en est à ses balbutiements, le défilé des médias commence. « **Un mois après notre emménagement, nous avons déjà reçu cinq organes de presse et seulement deux familles** », raconte Julien Reval.

Une seule psychologue « stagiaire »

Sonia Imloul raconte partout que sept employés sont embauchés par la Maison de la prévention, qui fonctionne « presque 24 heures sur 24 » et qui suit, dit-elle, une trentaine de familles. Une fois encore, la réalité est tout autre : « *Nous avons mené au total trois démarches de prévention de la radicalisation* », précise Julien Reval. Il ajoute : « [Nos effectifs] n'ont jamais dépassé cinq ou six personnes en nous comptant, Sonia et moi, ainsi que notre unique psychologue stagiaire. »

La Maison de la prévention fait aujourd'hui l'objet d'une enquête judiciaire, mais le ministère de l'Intérieur se garde bien de faire des vagues, car « **pour eux, nous étions un laboratoire médiatique bien utile** » **pour montrer que l'État se mobilisait, peste Julien Reval.** En 2015, les subventions publiques, qui n'étaient déjà pas très élevées, ne sont pas renouvelées. On laisse couler ce centre embarrassant... Sonia Imloul, elle, devra certainement répondre d'étranges pratiques, comme cette sous-location à des étudiantes de deux-pièces du fameux appartement. Dont l'adresse était censée demeurer secrète.

http://www.lepoint.fr/societe/en-seine-saint-denis-l-arnaque-de-la-deradicalisation-31-08-2016-2064887_23.php